



*L'Hebdo, N°24, semaine du
15 juin 2000
Pierre Alexandre Joye*

Les futurs casinos cogitent pour éviter que, dès l'an prochain, les flambeurs ne se ruinent à la roulette. Trop tard pour des milliers d'accros de la machine à sous.

Les naufragés du hasard ont déjà coulé.

Ils sont des milliers en Suisse. Les joueurs pathologiques ruinés. Ceux que la passion du jeu a plongé dans la détresse financière. «Ils sont de plus en plus nombreux et, en moyenne, les joueurs qui s'annoncent chez nous ont entre 150 000 et 250 000 francs de dettes», explique Heidi Fritschi, directrice régionale du Centre de consultation pour les problèmes de dépendance META, dans le canton de Berne. Un chiffre effrayant, mais qui correspond à la réalité des témoignages qui, ces derniers mois, se multiplient. «J'ai perdu 150 000 francs en un an au Kursaal de Berne», déclarait récemment, sur les ondes de la Radio suisse alémanique, un ravagé du jeu, qui précisait: «Il m'est arrivé de claquer 13 000 francs en un après-midi sans que personne ne me demande quoi que ce soit.»

Pour d'autres, comme Henri, le trou est de 180 000 francs. Avec, à la clé, une infernale spirale: dettes, jeu pour «se refaire», redettes, remords, rechutes... De tels cas sont très nombreux: selon une étude récente de la Loterie romande, il y a, en Suisse, entre 150 000 et 230 000 personnes susceptibles d'avoir un grave, un très grave problème de jeu. Mais ce n'est que maintenant que le phénomène révèle son ampleur. Maintenant que la loi fédérale, entrée en vigueur le 1^{er} avril dernier, oblige les candidats-exploitants de casinos à prendre certaines précautions élémentaires.

Maintenant que se lève, petit à petit l'opprobre moral qui a longtemps frappé le jeu d'argent auprès du grand public. Maintenant que communes, cantons et Confédération se trouvent contraints de collaborer pour éviter que le jeu pathologique ne prenne des allures de catastrophe sociale.

La facture de l'incurie

Le nombre de «ludopathes» avérés-du latin «ludus» (jeu) et du grec «pathos» (souffrance) - en Suisse augmente sans cesse. «Nous prenons en charge de plus en plus de patients», confirme Tazio Carlevaro, directeur du Centre psychiatrique du Sopraceneri, à Bellinzzone, et animateur d'un centre d'entraide pour joueurs pathologiques. Explication: l'offre en jeux d'argent a littéralement explosé ces dernières années.

Petit rappel. Il faut se souvenir qu'à la fin des années 80, les machines à sous n'étaient admises que dans quelques cantons (Fribourg, Lucerne). Or, en prélude à la votation de septembre 1993 qui

verra trois quarts des citoyens suisses accepter la réouverture des casinos, une décision funeste est prise par la Berne fédérale: en décembre 1992, les machines à sous sont légalisées et assimilées à des jeux de hasard.

C'est la ruée. Sauf dans les cantons qui l'interdisent expressément, des bandits manchots surgissent un peu partout. Dans les salons de jeux, mais aussi les restaurants. Des Kursaal sauvages s'installent à Mendrisio, à Herisau. Dans le seul canton de Berne, 1200 machines à sous sont installées. Complètement débordé et soumis à des pressions énormes dans le cadre de la gestation interminable, au Parlement, de la nouvelle loi sur les casinos, le Département fédéral de justice et police prendra près de six ans pour parvenir à mettre le holà. Et rapatrier dans les seuls casinos le jeu d'argent.

La facture de cette incurie: une pagaille juridique hallucinante et, surtout, l'activation du virus du jeu, notamment sur les bandits manchots, auprès du grand public.

De fait, le jeu pathologique comporte de nombreuses analogies avec d'autres dépendances (alcoolisme, tabagisme, toxicomanie); il est d'ailleurs reconnu, depuis 1980,

comme une affection psychiatrique. Comme pour la cigarette, les liens entre libre accès, offre et nombre de personnes dépendantes est très étroit. Or depuis 1992, des dizaines de milliers de joueurs sont devenus accros à la machine à sous. Et cela sans que soit encore en place le filet de sécurité - censément efficace - prévu pour les futurs casinos.

Contrôles dissuasifs

«Jusqu'en mars dernier, il y avait un bancomat dans la plupart des casinos et des Kursaal, se rappelle Yvan*. Je veux bien croire qu'à l'avenir le personnel sera formé pour alerter les joueurs; mais dans mon cas, j'ai parfois changé successivement deux billets de 1000, puis tiré 1000 francs à l'automate sans qu'on me fasse aucune remarque.» Dommage, car le simple fait, par exemple, d'avoir instauré, depuis deux mois, des contrôles d'identité à l'entrée des maisons de jeux a visiblement un puissant effet dissuasif.

Du côté des communes, tout heureuses de la manne financière que rapportent les bandits manchots, on ne ressent pas encore, en termes comptables, les conséquences du phénomène. Ainsi, à Sienne, alors même que tous les acteurs - psychiatres, centres d'entraide, ex-joueurs - s'alarment, on se veut rassurant. «Il n'y a pas d'augmentation du nombre de cas sociaux dus au jeu», confie Hans-Rudolf Jegerlehner, responsable de l'Office des oeuvres sociales.

La réalité, c'est que les victimes des machines à sous, de par leur profil social, n'apparaissent que très tard dans les statistiques. Ni nababs, ni miséreux, ils résistent très longtemps avant d'appeler à l'aide. La dégringolade prend généralement un ou deux ans; elle n'est pas décelable, la plupart du temps, pour l'entourage familial ou professionnel.

Et puis, et peut-être surtout, la Suisse est un pays où sont encore magnifiés les liens qui doivent obligatoirement unir travail et argent. « Aux Etats-Unis ou en France, c'est un titre de gloire d'être champion du monde de poker, souligne Yvan. En Suisse, vouloir emprunter la voie courte du jeu pour gagner de l'argent, c'est s'exposer à la réprobation générale du citoyen-salarié.»

En attendant que les mentalités s'adaptent aux faits, les accros de la machine à sous n'ont donc qu'une solution: prendre exemple sur les 310 personnes qui, entre 1990 et 1999, se sont fait interdire au casino de Locarno. Malheureusement, pour la plupart des ludopathes, cette mesure, d'une efficacité remarquable, n'est souvent envisagée que lorsque la catastrophe est déjà certaine. Ou passée.

*Prénoms fictifs